



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr.
GÉNÉRALE

A/53/856
S/1999/248
8 mars 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-troisième session
Points 1, 26, 39, 40, 41, 45,
54, 58, 59, 60, 74 et 94
de l'ordre du jour
RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR
L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION
COOPÉRATION ENTRE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES ET L'ORGANISATION DE
LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE
QUESTION DE PALESTINE
LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT
LA SITUATION EN BOSNIE-HERZÉGOVINE
LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET SES
CONSÉQUENCES POUR LA PAIX ET LA
SÉCURITÉ INTERNATIONALES
CONSÉQUENCES DE L'OCCUPATION DU KOWEÏT
PAR L'IRAQ ET DE L'AGRESSION IRAQUIENNE
CONTRE LE KOWEÏT
RENFORCEMENT DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES
QUESTION DE LA REPRÉSENTATION ÉQUITABLE
AU CONSEIL DE SÉCURITÉ ET DE L'AUGMENTATION
DU NOMBRE DE SES MEMBRES ET QUESTIONS
CONNEXES
REVITALISATION DES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE
LE RISQUE DE PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE AU
MOYEN-ORIENT
ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-quatrième année

Lettre datée du 5 mars 1999, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent du Qatar auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le communiqué final de la Réunion annuelle de coordination des ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation de la Conférence islamique, qui s'est tenue au Siège



de l'Organisation des Nations Unies, à New York, le 1er octobre 1998, ainsi que ses annexes (voir pièce jointe)*.

Je vous serais obligé de bien vouloir en faire distribuer le texte comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 10, 26, 39, 40, 41, 45, 54, 58, 59, 60, 74 et 94 de l'Assemblée générale, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du Qatar
auprès de l'Organisation des
des Nations Unies,

Président du Groupe des États
islamiques

(Signé) Nassir Abdulaziz AL-NASSER

* La pièce jointe est distribuée uniquement dans les langues dans lesquelles elle a été soumise.

Pièce jointe

[Original : arabe, anglais
et français]

COMMUNIQUÉ FINAL DE LA RÉUNION ANNUELLE DE COORDINATION
DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES ÉTATS MEMBRES
DE L'ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE

SIÈGE DES NATIONS UNIES, NEW YORK
11 JOUMAD AL-THANI 1419H
(1ER OCTOBRE 1998)

1. La réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères des Etats membres de l'Organisation de la Conférence Islamique s'est tenue le 11 Jomada Al-Thani 1419 H(1er Octobre 1998) au siège des Nations Unies à New York, sous la présidence de Son Excellence Cheikh Hamad Bin Jasem Bin Jaber Al-Thani, Ministre des Affaires Etrangères de l'Etat de Qatar et Président de la vingt-cinquième session de la Conférence Islamique des Ministres des Affaires Etrangères.
2. Ont assisté à la réunion, Son Excellence Dr. Esmat Abdel Meguid, Secrétaire Général de la Ligue des Etats Arabes et Son Excellence, Monsieur Ibrahima Fall, le Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies.
3. La réunion a pris note avec appréciation des rapports présentés par le Secrétaire Général sur les points inscrits à l'ordre du jour.
4. Elle a décidé d'admettre la République de Guyane comme membre à part entière de l'Organisation de la Conférence Islamique.
5. Elle a décidé d'accorder au Royaume de Thaïlande le statut d'observateur à l'Organisation de la Conférence Islamique.

QUESTION DE LA PALESTINE, D'AL-QODS AL-CHARIF ET DU MOYEN ORIENT :

6. La réunion a adopté le rapport de la réunion du Comité des Six sur la Palestine (Annexe -I), tenue le 5 Jomada Al-Thani 1419 H (25 Septembre 1998).
7. Elle a réaffirmé son soutien au processus de paix au Moyen-Orient et souligné la nécessité de mettre en oeuvre les accords conclus dans ce cadre entre les parties concernées et de respecter tous les engagements contractés, en vertu des principes sur lesquels ce processus a été lancé à Madrid, notamment le principe de la terre en échange de la paix et les résolutions pertinentes des Nations Unies dont, au premier chef, les résolutions 242, 338 et 425 du Conseil de Sécurité qui exigent le retrait d'Israël de tous les territoires palestiniens et arabes occupés, y compris Al-

Qods Al-charif, le Golan syrien occupé jusqu'à la ligne de 4 juin 1967 et les territoires libanais occupés, ainsi que la réalisation des droits nationaux imprescriptibles du peuple palestinien.

8. Elle a demandé au Conseil de sécurité de mettre en application ses résolutions relatives à la protection du Statut d'Al-Qods, d'élaborer un mécanisme d'application de sa résolution 1073 (1996), de prendre les mesures nécessaires en vue de continuer de mettre en oeuvre le contenu de la déclaration de la présidence adoptée par le Conseil le 13 Juillet 1998, ainsi que, les décisions et dispositions pertinentes, conformément à la Charte des Nations-Unies, car les agissements d'Israël dans la ville d'Al-Qods constituent une violation des fondements de la paix au Moyen-Orient, une menace pour la paix et la sécurité internationales et un acte d'agression.
9. Elle a réaffirmé l'invalidité des lettres de créance de la délégation israélienne à l'Assemblée Générale des Nations-unies à représenter les territoires arabes et palestiniens occupés depuis 1967, y compris la ville d'Al-Qods Al-Charif. Elle a exprimé son appréciation quant au soutien de la Communauté internationale à l'élévation du niveau de représentation de la Palestine aux Nations-Unies et a invité tous les Etats du monde à reconnaître l'Etat de Palestine lorsqu'il sera proclamé sur la terre palestinienne conformément à la légalité internationale.
10. Elle a appelé le Conseil de Sécurité a réactiver la Commission Internationale de supervision et de contrôle pour empêcher l'implantation de colonies de peuplement dans la ville d'Al-Qods et dans les territoires palestiniens et arabes occupés et ce, en application de la résolution 446 du Conseil de Sécurité.
11. Elle a accueilli favorablement l'invitation lancée par le Gouvernement Suisse concernant la tenue, avant la fin de la présente année, de la réunion des hauts signataires de la 4ème Convention de Genève de 1949, relative à la protection des civils en temps de guerre dans le but de prendre les mesures nécessaires pour garantir l'application de la Convention aux territoires palestiniens occupés, y compris la Ville d'Al-Qods Al-Charif.

SITUATION EN REPUBLIQUE DE BOSNIE-HERZEGOVINE

12. La réunion de coordination a adopté le rapport de la réunion du Groupe de contact de l'OCI sur la Bosnie-Herzégovine (Annexe- II), tenue le 5 Jourmad Al-Thani 1419 H (25 Septembre 1998).
13. Elle a réitéré l'engagement des Etats membres de l'OCI à préserver l'unité, l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues en tant qu'Etat totalement souverain, démocratique et multiracial. Elle a souligné la nécessité de la

mise en oeuvre intégrale et effective de l'Accord de Dayton, notamment en ce qui concerne le jugement des personnes accusées de crimes de guerre, le retour dans leurs foyers des réfugiés et des personnes déplacées, la libre circulation et la liberté de presse ainsi que le fonctionnement effectif des institutions gouvernementales.

14. Elle a exprimé sa profonde inquiétude face à la réticence manifeste à livrer les personnes accusées de crimes de guerre au Tribunal International pour les crimes de guerre en ex-Yougoslavie et a exhorté la communauté internationale à agir avec détermination pour diligenter la comparution desdits criminels.
15. Elle a décidé d'adresser une lettre au Président du Conseil de Sécurité pour appuyer le contenu de celle que lui a envoyée, le 8 septembre 1998, Mme le Juge Gabrielle Kirk McDonald, Présidente du Tribunal International pour les Crimes de guerre en ex-Yougoslavie et dans laquelle elle l'informait que le gouvernement de la République Fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) continue de refuser toute coopération avec le Tribunal pour la livraison des criminels de guerre.
16. Elle a réaffirmé la nécessité de soutenir le développement économique en Bosnie-Herzégovine et d'oeuvrer pour l'accroissement des investissements dans ce pays afin qu'il puisse faire face à ses difficultés économiques.
17. Elle s'est félicitée de l'organisation, dans la première quinzaine du mois de septembre 1998 et dans le calme, d'élections générales en Bosnie-Herzégovine marquées par une forte participation et placées sous les auspices de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.
18. Elle a appelé à prendre connaissance des événements qui se sont déroulés à Srebrenica et à oeuvrer pour qu'une enquête soit ouverte à ce sujet.

LA SITUATION AU KOSOVO :

19. La réunion a adopté une déclaration sur le Kosovo dans laquelle elle a exprimé sa solidarité avec les habitants de la province et condamné la politique de nettoyage ethnique pratiquée à leur encontre par le gouvernement serbe. Elle a exhorté les Etats membres et la communauté internationale à apporter une assistance humanitaire aux habitants de cette province en vue d'alléger leurs souffrances (Annexe- III).
20. Elle a décidé d'élargir le mandat du Groupe de contact de l'OCI sur la Bosnie -Herzégovine pour qu'il couvre la situation au Kosovo.
21. Elle en a appelé à l'envoi d'une lettre au Président du Conseil de Sécurité pour la prise de mesures efficaces susceptibles de mettre fin à l'agression contre les habitants du Kosovo et d'assurer le retrait des forces serbes ainsi que le retour des réfugiés.

LE CONFLIT DU JAMMU ET CACHEMIRE

22. La réunion a adopté le rapport du Groupe de contact sur le Jammu et Cachemire (Annexe- IV), qui s'est réuni le 8 Jourmad Al-Thani 1419H (28 Septembre 1998).
23. Après avoir écouté les représentants authentiques du peuple cachemiri qui ont présenté un mémorandum sur le conflit du Jammu et Cachemire (Annexe no 5), la réunion a réaffirmé le droit à l'autodétermination du peuple du Jammu et Cachemire, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies. Elle a condamné la poursuite des violations massives des droits de l'homme au Cachemire et a appelé la communauté internationale à prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder les droits fondamentaux du peuple de Cachemire. Elle a exprimé son inquiétude face au massacre de civils innocents et aux dégâts qui ont récemment affecté les biens à Azad Cachemire suite aux tirs aveugles déclanchés par delà la ligne de contrôle. Elle s'est félicitée des efforts déployés par le Gouvernement du Pakistan en vue d'engager un dialogue avec l'Inde visant à trouver une solution pacifique au conflit du Jammu et Cachemire. Elle s'est félicitée en outre de la rencontre qui a eu lieu le 3 septembre 1998 entre les deux Premiers Ministres du Pakistan et de l'Inde pour la reprise du dialogue entre les deux pays en vue de parvenir au règlement du problème de Jammu et Cachemire.
24. Elle a réaffirmé que tout processus politique ou électoral organisé sous occupation étrangère ne saurait se substituer à l'exercice, par le peuple du Jammu et Cachemire, de son droit à l'autodétermination.
25. Elle a appelé à la nomination d'un représentant spécial du Secrétaire Général pour le Jammu et Cachemire et à l'envoi, à Azad Jammu et Cachemire, d'une mission de l'OCI en vue d'évaluer les dégâts et de faire des propositions pour la mobilisation d'assistances humanitaires en faveur des personnes déplacées au Cachemire. Elle a également demandé que les organisations internationales de droits de l'homme et les organisations humanitaires soient autorisées à entrer au Cachemire pour s'enquérir de la situation qui y règne.
26. Elle a chargé le Groupe de contact sur le Jammu et le Cachemire de se réunir régulièrement en marge des sessions de l'Assemblée Générale des Nations Unies, de la Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme et de la sous-commission pour la prévention de la discrimination et la protection des minorités en vue de mobiliser le soutien de la communauté internationale pour la préservation des droits fondamentaux du peuple de Cachemire.

27. Elle a **adopté** une déclaration sur le Jammu et Cachemire (Annexe-VI) et a recommandé au Président de la réunion de coordination de demander au Président du Conseil de Sécurité et au Secrétaire Général de l'ONU d'assurer la diffusion de cette déclaration comme document officiel du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée Générale sous les points appropriés de l'ordre du jour.

LA SITUATION EN AFGHANISTAN

28. La réunion a **adopté** le rapport de la réunion du Comité Ad-Hoc de l'OCI sur l'Afghanistan (Annexe- VII), tenue le 8 Joumad Al-Thani 1419H (28 Septembre 1998).
29. Elle a **exprimé** sa profonde préoccupation devant la poursuite du conflit armé en Afghanistan. Elle a exhorté les parties afghanes à renoncer à l'usage de la force pour régler leurs différends politiques et à coopérer à la promotion de la réconciliation nationale dans leur pays. Elle a réaffirmé qu'il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit en Afghanistan. Elle a souligné la nécessité d'engager un dialogue entre les parties afghanes pour discuter de toutes les questions relatives à l'instauration de la paix et de la sécurité en Afghanistan, y compris la formation d'un gouvernement élargi. Elle a réaffirmé la nécessité de préserver l'unité, l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan et de protéger le patrimoine de ce pays multi-culturel et multi-ethnique. Elle a demandé qu' il soit mis fin à toute ingérence extérieure en Afghanistan et à toute fourniture d'armes et de munitions aux parties en conflit.
30. Elle a **noté** avec satisfaction les efforts déployés par le Secrétaire Général en vue de parvenir au règlement de la question afghane et a demandé aux parties afghanes de répondre favorablement à son appel pour la cessation de toutes les activités militaires.
31. Elle a **exprimé** son inquiétude face aux derniers développements intervenus sur la scène afghane et qui ont fait un certain nombre de victimes parmi les populations civiles, dont des diplomates iraniens.
32. Elle a **condamné** le massacre de ces individus et a demandé d'oeuvrer à l'identification et la punition des responsables de ce crime, la recherche des personnes portées disparues et la libération des détenus.
33. Elle a **accueilli favorablement** l'invitation adressée par les Nations Unies au Secrétaire Général de l'OCI pour une mission conjointe dans la région en vue d'atténuer la tension et de promouvoir une solution pacifique.

34. Elle a **exprimé** sa profonde inquiétude face à la détérioration de la situation humanitaire en Afghanistan et a exhorté la Communauté internationale à accélérer l'acheminement des secours au peuple afghan.

LA SITUATION EN SOMALIE :

35. La réunion a **réaffirmé** son attachement à l'unité, à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de la Somalie. Elle a réitéré son engagement en faveur de la paix et de la réconciliation nationale dans ce pays. Elle a exhorté les factions somaliennes à cesser les hostilités et à oeuvrer ensemble à la recherche d'un règlement politique global qui puisse rétablir la paix et la stabilité en Somalie.

L'AGRESSION DE LA REPUBLIQUE D'ARMENIE CONTRE LA REPUBLIQUE D'AZERBAIDJAN :

36. La réunion a **condamné** l'agression arménienne contre la République d'Azerbaïdjan et a demandé à l'Arménie de procéder au retrait immédiat, total et inconditionnel de ses forces de tous les territoires azéris occupés. Elle a réaffirmé le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force et appelé à un règlement juste et pacifique du conflit sur la base du respect des principes de l'intégrité territoriale des Etats et de l'intangibilité des frontières internationalement reconnues.

LES CONSEQUENCES DE L'AGRESSION IRAKIENNE CONTRE LE KOWEIT ET LA NECESSITE POUR L'IRAK D'APPLIQUER TOUTES LES RESOLUTIONS PERTINENTES DU CONSEIL DE SECURITE :

37. La réunion a invité l'Irak à coopérer positivement avec les Nations-Unies en application de l'accord conclu en février dernier entre l'Irak et le Secrétaire Général de l'ONU et des résolutions de la Communauté internationale. Elle lui a également demandé de coopérer pleinement avec le Comité International de la Croix Rouge et le Comité Tripartite à Genève en vue de la libération immédiate des prisonniers et détenus civils koweïtiens et ce, pour mettre fin à cette question le plus rapidement possible.
38. Elle a **réaffirmé** le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de l'Irak. Elle a exprimé sa solidarité avec le peuple irakien dans la souffrance qu'il endure et appelé à oeuvrer pour y mettre un terme.

LA CRISE ENTRE LA GRANDE JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE POPULAIRE ET SOCIALISTE ET LES ETATS UNIS D'AMERIQUE ET LE ROYAUME UNI:

39. La réunion a formulé l'espoir que la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste et les Nations-unies parviennent à s'entendre sur les mesures et dispositions pouvant préserver les droits des deux libyens suspectés d'avoir été derrière l'attentat de Lockerbie et leur garantir un procès équitable en Hollande. Elle a soutenu les demandes libyennes relatives à la nécessité de s'accorder sur la précision et l'identification des preuves et témoins demandés à la Libye et de considérer le début du procès comme la fin de cette question afin que les sanctions soient définitivement levées dès la comparution des deux suspects.

DESTRUCTION DE L'USINE " AI-SHIFA " AU SOUDAN :

40. La réunion a réaffirmé la déclaration que le Groupe islamique à New York a adressée au Conseil de Sécurité aux fins de soutenir la demande du Soudan concernant la tenue d'une séance du Conseil de Sécurité pour examiner la question de l'agression américaine contre le Soudan qui a engendré la destruction de l'usine " Al-Shifa " de fabrication de médicaments et la mort de plusieurs personnes. Elle a également condamné cette agression qui constitue une mesure contraire aux objectifs de la Charte des Nations Unies et aux usages internationaux. Elle a demandé au Conseil de Sécurité d'envoyer une mission d'enquête au Soudan pour vérifier les allégations américaines concernant la production de cette usine.

LA COMMUNAUTE MUSULMANE TURQUE DE CHYPRE :

41. Après avoir écouté avec des sentiments fraternels l'allocution de Mr. Raouf Denktash, Président de la communauté musulmane turque de Chypre, la réunion a exprimé sa solidarité à la juste cause de cette communauté et a réaffirmé toutes les résolutions et déclarations antérieures de l'OCI sur Chypre. Elle a appelé à oeuvrer pour un règlement politique juste qui respecte les aspirations légitimes du peuple chypriote turc et a souligné l'importance capitale qui s'attache au respect du principe d'égalité politique qui favoriserait une solution acceptable pour les deux parties chypriotes turque et grecque à travers des négociations libres.

LA REFORME DE L'ONU ET L'ELARGISSEMENT DU CONSEIL DE SECURITE :

42. La réunion a approuvé le Rapport du Groupe de Contact à participation libre sur la réforme de l'ONU et l'élargissement du Conseil de sécurité (Annexe-VIII) qui s'est réuni le 9 Joumada Al-Thani 1419 H (29 septembre 1998).

43. La réunion a examiné la question de la réforme de l'ONU et de l'élargissement du Conseil de Sécurité, en se référant à la résolution no 40/8-P(IS) adoptée par la 8ème session de la Conférence Islamique au Sommet tenue à Téhéran et à la lumière des communiqués adoptés récemment par la 34ème session du Sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine et la 12ème session du Sommet du Mouvement des Non-Alignés. Elle a appelé à la tenue à New York de réunions régulières du Groupe de contact de l'OCI sur la réforme de l'OCI et l'élargissement du Conseil de Sécurité. Elle a également appelé à la coordination des positions des Etats membres en vue de parvenir à un consensus à ce sujet. Elle a demandé que toute résolution impliquant un amendement de la Charte soit adoptée à la majorité des deux tiers des membres des Nations Unies tel que stipulé à l'article 108 de la Charte.
44. Elle a adopté une déclaration sur la Réforme des Nations Unies et l'expansion du Conseil de sécurité (Annexe- IX)

LA COORDINATION ENTRE LES ETATS MEMBRES:

45. La réunion s'est félicitée des efforts déployés par les Etats membres de l'OCI à New York et à Genève, pour renforcer la coopération entre eux et les a appelés à conjuguer leurs efforts, de façon régulière, sur toutes les questions d'intérêt commun et particulièrement au cours de cette 53ème session de l'Assemblée Générale de l'ONU, en vue de faire adopter des résolutions appropriées sur les questions politiques, économiques, sociales, humanitaires et administratives.
46. Elle a pris note de la proposition faite par le Burkina Faso de tenir la 26ème session de la Conférence Islamique des Ministres des Affaires Etrangères, du 24 au 28 Mai 1999 à Ouagadougou.

Annexe I

RAPPORT DE LA REUNION DU COMITE DES SIX SUR LA PALESTINE
TENUE LE 5 JOUMADA AL-THANI 1419-H
25 SEPTEMBRE 1998
A LA
REUNION ANNUELLE DE COORDINATION
DES
MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES
DES ETATS MEMBRES DE L'OCI
SIEGE DES NATIONS-UNIES, NEW YORK
1998

- I. Le Comité des six de l'OCI sur la Palestine s'est réuni au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, 5 Jomada Al-Thani 1419-H (le 25 septembre 1998), sous la présidence de S.E. Dr. Azeddine Laraki, Secrétaire Général de l'OCI.
- II. Ont assisté à la réunion leurs Excellences les Ministres des Affaires Etrangères des Etats membres suivants :
 - République Islamique du Pakistan
 - République du Sénégal
 - Etat de Palestine
 - Et les représentants de la République de Guinée et de Malaisie.
- III. Leurs Excellences les ministres et représentants des Etats membres du Comité ont procédé à une évaluation minutieuse de la situation dans la ville d'Al-Qods Al-Charif et les territoires palestiniens et arabes occupés et de la phase délicate que traverse le processus de paix dans la région, du fait de la poursuite, par Israël, de sa politique expansionniste de colonisation à Al-Qods et dans les territoires palestiniens, de ses pratiques terroristes à l'encontre du peuple palestinien, et de ses violations des résolutions et de la légalité internationale qui mettent en péril tout le processus de paix.
- IV. Le comité a décidé de soumettre les recommandations ci-dessous à réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères des Etats membres de l'OCI .
 1. **Continuer** à soutenir l'OLP et à appuyer ses positions dans les négociations avec Israël pour lui permettre d'asseoir sa souveraineté sur tous les territoires palestiniens, y compris Al-Qods Al-Charif, en tant qu'entité géographique indivisible et de réaliser les droits nationaux imprescriptibles et inaliénables du peuple palestinien, y compris son droit au retour, à l'autodétermination et à l'établissement de son Etat indépendant sur son sol national avec Al-Qods Al-Charif pour capitale.

2. **Poursuivre** le soutien au processus de paix au Moyen-Orient et à la mise en oeuvre des accords conclus dans ce cadre entre les parties concernées ainsi qu' au respect de tous les engagements contractés en vertu des principes sur lesquels ce processus a été lancé à Madrid notamment le principe de la terre en échange de la paix et les résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité au premier rang desquels figurent les résolutions 242, 338 et 425 exigeant le retrait d'Israël de tous les territoires palestiniens et arabes occupés, y compris Al-Qods Al-Charif, le Golan syrien occupé jusqu'à la ligne du 4 Juin 1967 et le recouvrement des droits nationaux imprescriptibles du peuple palestinien.
3. **Mettre l'accent** sur le fait que la ville d'Al-Qods Al-Charif fait partie intégrante des territoires palestiniens occupés en 1967 et que toutes les clauses relatives à l'ensemble des territoires occupés lui sont également applicables en vertu des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée Générale des Nations Unies ; **oeuvrer** en vue d'arrêter toutes les pratiques et mesures prises par les autorités israéliennes d'occupation dans la ville et visant à en modifier les caractéristiques géographiques et démographiques et à en profaner les lieux saints islamiques et chrétiens dans le but de la judaïser ; **appeler** à la conjugaison de tous les efforts en vue du retour d'Al-Qods Al-Charif sous la souveraineté palestinienne, comme capitale de l'Etat de Palestine.
4. **Demander** au Conseil de Sécurité de mettre en application ses résolutions relatives à la préservation du statut d'Al-Qods, d'élaborer un mécanisme d'application de sa dernière résolution 1073 (1996) et de prendre les mesures nécessaires pour continuer la mise en oeuvre du contenu du communiqué de la présidence adopté par le Conseil le 13/07/1998, y compris la prise de décisions et mesures appropriées conformément à la charte des Nations Unies, en considérant que les agissements d'Israël dans la ville d'Al-Qods constituent une violation des bases de la paix au Moyen Orient, une menace pour la paix et la sécurité internationale et un acte d'agression.
5. **Demander** à tous les Etats de se conformer à la résolution no. 478(1980) du Conseil de Sécurité les appelant à ne pas transférer leurs missions diplomatiques à Al-Qods et les invitant à éviter d'entretenir avec les autorités de l'occupation israélienne des relations susceptibles d'être interprétées comme étant une reconnaissance tacite du fait accompli par Israël en considérant que la ville d'Al-Qods est sa capitale ; **Rejeter** la décision prise par le congrès américain de reconnaître Al-Qods comme capitale d'Israël et de transférer l'Ambassade américaine à Al-Qods.

6. **Exhorter** les Etats islamiques ayant entrepris des démarches dans le sens de l'établissement de relations avec Israël dans le cadre du processus de paix à revoir ces relations, y compris par la fermeture des missions consulaires et des sections d'intérêts, jusqu'à ce que Israël se soumette aux résolutions de l'ONU et accepte d'appliquer les accords signés et les engagements contractés par les parties au processus de paix, conformément aux principes consacrés par la Conférence de Madrid, l'Accord d'Oslo et les autres accords conclus avec l'OLP.
7. **Condamner** la poursuite, par Israël, de sa politique expansionniste d'implantation de colonies de peuplement dans la ville d'Al-Qods Al-Charif et dans l'ensemble des territoires palestiniens et arabes occupés, cette politique étant contraire à toutes les résolutions internationales, y compris la résolution 465 du Conseil de Sécurité et aux principes du droit international qui considère toutes les colonies créées ou à créer par Israël comme nulles et non-avenues et contraires aux accords signés par les parties palestinienne et israélienne ; ce qui constitue une menace grave et réelle pour le processus de paix dans son ensemble ; appeler la Communauté internationale et plus particulièrement les deux coparrains de la Conférence de paix et les pays de l'Union Européenne à amener Israël à arrêter toutes les activités d'implantation de colonies.
8. **Inviter** le Conseil de Sécurité à réactiver la Commission internationale de supervision et de contrôle pour empêcher les implantations de colonies dans les territoires palestiniens et arabes occupés, conformément à la résolution 446.
9. **Agir** au niveau des Nations Unies, des institutions et des instances internationales en vue d'amener Israël à libérer les détenus, à permettre le retour des personnes déplacées à renoncer aux sanctions collectives, à faire cesser les opérations de confiscation des terres et des biens et de démolition des habitations, à lever le blocus économique imposé aux zones palestiniennes et à mettre fin aux mesures et pratiques inhumaines contre le peuple palestinien.
10. **Appeller** à une plus grande contribution des Nations Unies à l'aboutissement du processus de paix au Moyen Orient et insister sur la responsabilité constante de l'ONU vis-à-vis de la question palestinienne jusqu'à l'obtention d'une solution juste et globale qui garantisse la fin de l'occupation et l'exercice par le peuple palestinien de ses droits nationaux imprescriptibles et inaliénables.

11. **Demander** à la communauté internationale et au Conseil de Sécurité de contraindre Israël à se conformer aux résolutions des Nations Unies, notamment la résolution 487 (1981) du Conseil de Sécurité, à adhérer à la Convention sur la non-prolifération des armes nucléaires, à mettre en oeuvre les décisions de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique appelant à soumettre toutes les installations nucléaires israéliennes au système des garanties générales de l'Agence, à proclamer officiellement sa renonciation à l'armement nucléaire et à soumettre un inventaire complet de ses stocks d'armes nucléaires et de matières fissiles au Conseil de Sécurité et à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, sachant que ces mesures sont indispensables pour la création au Moyen Orient d'une zone libre de tout armement de destruction massive et, en premier lieu, d'armes nucléaires, impératif incontournable pour l'établissement d'une paix globale et juste dans la région.
12. **Ouvrer** pour que les lettres de créance de la délégation israélienne à l'Assemblée Générale des Nations Unies ne s'étendent pas aux territoires arabes et palestiniens occupés depuis 1967, y compris la ville d'Al-Qods Al-Charif.
- 13 **Insister** sur la responsabilité permanente de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche Orient (UNWRA) dans l'accomplissement des missions qui lui sont assignées vis-à-vis de tous les palestiniens partout où ils se trouvent, en vertu de la résolution pertinente de l'Assemblée Générale des Nations Unies ; inviter les Etats membres à demander au Secrétaire Général des Nations Unies de charger la Commission de Conciliation, en coopération avec l'UNWRA et les Etats concernés, de procéder au recensement des réfugiés palestiniens et de leurs biens et de définir une approche globale pour résoudre leurs problèmes sur la base de leur droit au retour dans leur patrie, la Palestine, conformément à la résolution internationale No 194.
14. Demande aux Nations Unies d'envoyer«une mission d'enquête» pour suivre la situation dans les territoires palestiniens, connaître l'utilisation faite de ces territoires et de leurs revenus, s'enquérir des droits de propriété et d'exploitation des terres, chercher des copies de tous les documents et cartes relatifs à ces terres et qui sont détenus par l'administration israélienne ; déployer des efforts pour la mise en oeuvre de la résolution 43/57 du 6/12/1988 de l'Assemblée Générale des Nations Unies relative aux revenus générés par les biens des réfugiés palestiniens et qui stipule que « Le Secrétaire Général doit prendre toutes les mesures appropriées, en consultation

avec la Commission de Conciliation des Nations Unies pour la Palestine, en vue de protéger et d'administrer les biens, les avoirs et les droits de la propriété intellectuelle arabe en Israël et créer un Fonds pour recevoir, au nom des propriétaires, les revenus générés par ces biens » ; demander aux Nations Unies de désigner un gérant pour ces biens, qui soumettra aux Nations Unies des rapports périodiques sur la situation et la protection de ces biens, en attendant le retour de leurs propriétaires.

15. **Ouvrer** pour la poursuite des efforts visant à mettre en oeuvre les résolutions 237(1967) et 338(1973) du Conseil de Sécurité et les résolutions des Nations Unies portant sur le retour des personnes déplacées.
16. **Coordonner** les positions des Etats membres en vue de maintenir la position de principe de l'OCI concernant l'ensemble des résolutions afférentes à la question de la Palestine et au conflit arabo-israélien et devant être examinées à la présente session de l'Assemblée Générale de l'ONU.
17. **Se féliciter** de l'offre faite par le Gouvernement suisse, de tenir, avant la fin de cette année, la réunion des hauts signataires de la 4ème Convention de Genève de 1949, relative à la protection des civils en temps de guerre, dans le but de convenir des mesures nécessaires pour garantir l'application de la Convention dans les territoires palestiniens occupés, y compris la ville d'Al-Qods Al-Charif ; invite les Etats membres à participer à la réunion.
18. **Lancer** un appel à tous les Etats qui apportent une assistance économique et financière à Israël, en particulier les Etats Unis d'Amérique et les pays de l'Union Européenne, ainsi que les institutions et Fonds internationaux de financement, pour qu'ils arrêtent leur assistance qu'Israël utilise pour exécuter ses plans expansionnistes d'implantation de colonies dans les territoires arabes occupés en Palestine et dans le Golan syrien occupé.
19. **Exprimer** sa satisfaction quant à la position adoptée par l'Union européenne refusant de reconnaître Al-Qods et les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens et arabes occupés comme un lieu d'origine israélien, pouvant permettre à Israël d'exporter ses produits vers les Etats de l'Union européenne, dans le cadre de l'accord de partenariat euro-israélien ; inviter l'Union européenne à accélérer la mise en oeuvre de la résolution pour faire cesser les exportations israéliennes vers ses pays membres et appeler les autres Etats à adopter la même position.

20. **Appeller** tous les Etats à reconnaître l'Etat de Palestine lorsqu'il sera proclamé sur la terre palestinienne et ce, conformément aux résolutions internationales et se féliciter du soutien de la communauté internationale à l'élévation du niveau de représentation de la Palestine aux Nations Unies.
- V. Le Comité soumet le présent rapport à la réunion annuelle de coordination des Ministres des Affaires Etrangères des Etats membres de l'OCI pour décision appropriée.

Annexe II

RAPPORT DE LA REUNION
DU
GROUPE DE CONTACT DE L'OCI
SUR LA BOSNIE-HERZEGOVINE
TENUE LE 5 JOUMAD AL-THANI 1419-H
(25 SEPTEMBRE 1998)
A LA
REUNION ANNUELLE DE COORDINATION DES
MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DES ETATS
MEMBRES DE L'OCI
SIEGE DES NATIONS-UNIES, NEW YORK
1998

- I. Le Groupe de Contact de l'OCI sur la Bosnie-Herzégovine s'est réuni au siège des Nations Unies à New York, le 5 Joumad Al-Thani 1419H (25 septembre 1998) pour examiner la situation en Bosnie-Herzégovine et l'état de la mise en oeuvre de l'Accord de Paix de Dayton.
- II. La réunion a été présidée par Son Excellence Monsieur Kamal Kharrazi, Ministre des Affaires Etrangères de la République Islamique d'Iran. Les représentants de l'Egypte, de l'Iran, de la Malaisie, du Maroc, du Pakistan, de l'Arabie Saoudite, du Sénégal, de la Turquie, de la Bosnie-Herzégovine, et le Secrétaire Général de l'OCI y ont pris part.
- III. Le Groupe de Contact a réaffirmé toutes les résolutions et déclarations antérieures adoptées par l'OCI sur la situation en Bosnie-Herzégovine en particulier, la résolution adoptée par la 8ème session de la Conférence Islamique au Sommet, tenue du 9 au 11 Shaaban 1418-H (9-11 décembre 1997) à Téhéran, République Islamique d'Iran.
- IV. Le Groupe de Contact a réitéré l'engagement des Etats membres de l'OCI à préserver l'unité, l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues et a exprimé son soutien total à la création d'une Bosnie-Herzégovine souveraine, démocratique et multi-ethnique.
- V. Le Groupe de Contact a réaffirmé la nécessité de garantir la liberté de mouvement dans tout le pays, le retour, dans leurs foyers d'origine et dans la sécurité, des réfugiés et des personnes déplacées et le fonctionnement des institutions communes de la Bosnie-Herzégovine.

- VI. Le Groupe de Contact a souligné le rôle décisif du tribunal international pour faire avancer la cause de la paix, de la justice et de la réconciliation en Bosnie-Herzégovine et dans la région. Dans ce contexte, il a exprimé sa vive préoccupation quant à la non remise, au tribunal, des criminels de guerre mis en accusation, et a invité la communauté internationale à prendre une action déterminante pour la comparution desdits criminels de guerre.
- VII. Le Groupe de Contact a réaffirmé l'importance d'une coopération accrue avec la Bosnie-Herzégovine dans les divers domaines et ce, par la promotion des programmes bilatéraux d'assistance. Il s'est félicité du rôle que jouent le Groupe de Mobilisation d'Assistance et les institutions de l'OCI en vue de mobiliser l'assistance en faveur des projets prioritaires identifiés par les autorités bosniaques. Il s'est également félicité de la confirmation de la disponibilité de la République Arabe d'Egypte d'accueillir, prochainement, la 8ème réunion dudit groupe.
- VIII. Le Groupe de contact est parvenu aux recommandations ci-après :
1. Exhorter la communauté internationale à accélérer le processus de mise en oeuvre de l'Accord de Dayton et appeler à la levée de tous les obstacles à la réalisation d'une Bosnie-Herzégovine pacifique, unifiée et démocratique
 2. Adresser une lettre au Président du Conseil de Sécurité pour appuyer le contenu de la lettre qui lui a été adressée, le 9 septembre 1998, par Mme le juge Gabrielle Kirk McDonald, Présidente du Tribunal International des Criminels de guerre en ex-Yougoslavie et dans laquelle elle l'informait que la République Fédérale de Yougoslavie (Serbie et Montenegro) continue de refuser toute coopération avec le Tribunal pour la remise des criminels de guerre.
 3. Appeler à soutenir le développement économique de la Bosnie-Herzégovine et ce, en accroissant les investissements d'une manière qui lui permettra de faire face aux difficultés économiques actuelles, eu égard au rôle vital de la relance économique pour consolider la paix et la stabilité en Bosnie-Herzégovine.
 4. Appeler à suivre les événements se déroulant à Srebrenica et à ouvrir une enquête, à ce sujet, dans les plus brèfs délais.
 5. Etendre le mandat du Groupe de Contact de l'OCI sur la Bosnie-Herzégovine à Kossovo et demander que le Groupe renoue avec son homologue, le Groupe de Contact international aux fins de coordonner et de suivre la situation au Kossovo, d'autant plus que

les événements du Kosovo pourraient avoir des effets négatifs sur la Bosnie-Herzégovine et sur toute la région des balkans.

- IX. Le Groupe de Contact soumet le présent rapport à la réunion annuelle de coordination des Ministres des Affaires Etrangères des Etats membres de l'OCI pour examen et décision appropriée.

Annexe III

**DECLARATION SUR LE KOSOVO
ADOPTÉE PAR LA REUNION ANNUELLE
DE COORDINATION DES MINISTRES DES AFFAIRES
ETRANGERES DES ETATS MEMBRES DE L'ORGANISATION
DE LA CONFERENCE ISLAMIQUE
11 JOUMADA AL-THANI 1419H
1 OCTOBRE 1998**

La réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères des Etats membres de l'OCI, tenue le 11 Jomada Al-Thani 1419-H (1 Octobre 1998) à New York, a examiné avec une grande inquiétude les derniers développements dans la province de Kosovo.

EXPRIMANT sa profonde préoccupation face à ces graves développements qui affectent la paix et la sécurité internationales :

1. **EXPRIME** sa solidarité totale avec les habitants de la province de Kosovo.
2. **CONDAMNE** énergiquement la politique de nettoyage ethnique pratiquée par le gouvernement serbe à l'encontre des habitants de la province.
3. **CHARGE** le Groupe de Contact de l'OCI sur la Bosnie-Herzégovine de suivre également la situation au Kosovo.
4. **APPELLE** le Conseil de Sécurité à convoquer une réunion extraordinaire en vue de prendre les mesures nécessaires, en vertu du chapitre VII de la charte des Nations Unies, pour protéger la vie et les biens des habitants de la province, contraindre les autorités serbes à mettre fin à leurs pratiques répressives contre ces habitants et résoudre la crise par les voies pacifiques.
5. **EXHORTE** les Etats membres et la communauté internationale à apporter toute assistance humanitaire possible pour alléger les souffrances endurées par les habitants de la province de Kosovo.

Annexe IV

RAPPORT DE LA REUNION MINISTERIELLE
DU GROUPE DE CONTACT DE L'OCI
SUR
LE JAMMU-ET-CACHEMIRE
TENUE LE 8 JOUMADA AL-THANI 1419-H
(28 SEPTEMBRE 1998)
A LA REUNION ANNUELLE DE COORDINATION
DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DES ETATS MEMBRES
DE L'OCI
SIEGE DES NATIONS UNIES, NEW YORK
1998

- I. Le Groupe de contact de l'OCI sur le Jammu-et-Cachemire s'est réuni au siège des Nations Unies à New York, le 8 Joumad Al-Thani 1419H (28 septembre 1998), pour examiner la situation au Jammu-et-Cachemire occupé par l'Inde et les conséquences qui en découlent pour la paix et la sécurité dans la région.
- II. La réunion a été présidée par Son Excellence Dr. Azeddine Laraki, Secrétaire Général de l'OCI. Leurs Excellences les Ministres des Affaires Etrangères de la République du Niger et de la République Islamique du Pakistan et les représentants du Royaume d'Arabie Saoudite, de la République de Turquie, du Royaume de Maroc y ont pris part.
- III. Les Représentants authentiques du peuple cachemiri se sont adressés à la réunion et ont présenté un mémorandum sur le conflit du Jammu-et-Cachemire.
- IV. Le Groupe de contact a réaffirmé les résolutions et déclarations adoptées par les conférences islamiques au Sommet et celles des Ministres des Affaires étrangères de l'OCI concernant le conflit du Jammu-et-Cachemire.
- V. Le Groupe de contact a réaffirmé le droit à l'autodétermination du peuple du Jammu-et-Cachemire comme stipulé dans les résolutions pertinentes des Nations Unies.
- VI. Après des discussions approfondies, le Comité est parvenu aux recommandations ci-après :
 1. Appeler au retrait immédiat des forces indiennes du Cachemire.
 2. Demander que les organisations internationales s'occupant des droits de l'homme et les organisations humanitaires puissent jouir de l'accès libre au Cachemire occupé.

3. Demander à l'Inde d'annuler les lois arbitraires et repressives, telles que celles sur les pouvoirs spéciaux des forces armées et de libérer tous les cachemiris en détention.
4. Exhorter l'Inde à accorder des facilités aux cachemiris, en particulier à leurs dirigeants, pour des voyages à l'extérieur aux fins de traitement médical et de participation à des réunions internationales
5. Réaffirmer qu'aucun processus politique ou des élections organisées sous l'occupation étrangère ne peut constituer un substitut à l'exercice du droit à l'autodétermination du peuple du Jammu-et-Cachemire à travers un référendum supervisé par les Nations Unies, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.
6. Soutenir les efforts déployés par le gouvernement du Pakistan pour la reprise du dialogue avec l'Inde afin de parvenir à un règlement pacifique du conflit et se féliciter de la rencontre qui a eu lieu, le 3 Septembre 1998, entre les Premiers Ministres du Pakistan et de l'Inde en marge de la 53ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies pour la reprise du dialogue entre eux en vue du règlement de la question de Jammu et Cachemire.
7. Inviter le Conseil de Sécurité à prendre des mesures pour la mise en oeuvre de ses résolutions sur le Cachemire.
8. Inviter le Secrétaire Général à nommer son représentant spécial pour le Jammu et Cachemire.
9. Envoyer une mission de l'OCI à Azad Jammu et Cachemire pour évaluer les dégâts et faire des propositions pour la mobilisation d'assistances humanitaires en faveur des personnes déplacées du Cachemire.
10. Exhorter les Etats membres de l'OCI et les institutions financières islamiques, y compris la Banque Islamique de Développement et le Fonds de Solidarité Islamique à fournir une assistance humanitaire au peuple cachemiri.
11. Donner mandat au Groupe de contact sur le Jammu et Cachemire de se réunir régulièrement au cours des sessions de l'Assemblée Générale, de la Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme et de la Sous-Commission sur la Prévention de la Discrimination et de Protection des minorités dans le but de mobiliser le soutien de la Communauté internationale pour la sauvegarde des droits fondamentaux du peuple cachemiri
12. Adopter la déclaration ci-jointe sur le Jammu et Cachemire (annexe VI).

13. Prendre note du Memorandum sur le conflit de Jammu et Cachemire présenté par les Représentants authentiques du peuple cachemiri (annexe V).

VII- Le Groupe de contact soumet le présent rapport à la réunion annuelle de coordination des Ministres des Affaires Etrangères des Etats membres de l'OCI pour décision appropriée.

Annexe V

MEMORANDUM PRESENTE
PAR LES REPRESENTANTS AUTHENTIQUES
DU PEUPLE CACHEMIRI
A LA REUNION
DU GROUPE DE CONTACT DE L'OCI
SUR LE JAMMU ET CACHEMIRE
TENUE LE 28 SEPTEMBRE 1998
SIEGE DES NATIONS UNIES
NEW-YORK

Les représentants cachemires :

Rappelant les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies confirmant le droit à l'autodétermination du peuple du Jammu et Cachemire,

Notant que l'année 98 marque le cinquantenaire de l'adoption des résolutions de l'ONU sur le Jammu et Cachemire, résolutions qui sont restées lettres mortes à cause de l'intransigeance de l'Inde et de son refus d'honorer ses engagements internationaux, et ce en violation de la charte des Nations Unies,

Notant également que l'année 1998 marque le cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 10 Décembre 1948;

Condamnant les atteintes brutales et systématiques aux droits du peuple cachemire par les forces indiennes,

Exprimant leur vive préoccupation face à la dégradation continue de la situation sécuritaire dans la région à la suite de la nucléarisation du Sud de l'Asie par le fait de l'Inde et de la menace indienne d'utiliser l'arme nucléaire pour régler le conflit du Jammu et Cachemire,

Réaffirmant le droit à l'autodétermination du peuple cachemiri,

DEMANDENT au gouvernement de l'Inde d'honorer ses engagements à l'égard du peuple cachemiri conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité.

CONDAMNENT les crimes graves, sous forme de massacres, de liquidations extrajudiciaires, de liquidations en signe de représailles, de détention arbitraire d'usage de torture, de recours au viol comme moyen d'oppression, d'incendie des habitations, des villes et villages, de destruction et de profanation de lieux saints, perpétrés au cours de ces dernières années au Jammu et Cachemire par le gouvernement indien à travers ses forces militaires et paramilitaires, les renégats et les mercenaires.

RAPPELLENT avec tristesse et regret que plus de 60.000 innocents cachemiris entre hommes, femmes et enfants, sont tombés en martyrs et que des milliers d'autres ont été incarcérés, torturés, violés et estropiés pour la vie par les forces indiennes de sécurité et leurs agents parmi les renégats et les mercenaires au Jammu et Cachemire.

AFFIRMENT que malgré le déploiement de près de 700.000 soldats au Jammu et Cachemire, la répression massive des civils sans défense, y compris les femmes et les enfants, et la destruction des moyens de production économique, le gouvernement indien n'est pas parvenu à briser la volonté du peuple cachemiri.

REAFFIRMENT leur rejet total des efforts entrepris par l'Inde en vue d'instituer un soi-disant "processus politique" et d'organiser des élections ridicules au Jammu et Cachemire dont le seul but est de nier au peuple cachemiri son droit à l'autodétermination.

RAPPELLENT que le Conseil de Sécurité a clairement déclaré que, sur la base de l'accord conclu entre l'Inde et le Pakistan, "le statut final du Jammu et Cachemire sera déterminé conformément à la volonté populaire exprimée de façon démocratique à travers un référendum libre et impartiale, organisée sous les auspices des Nations Unies.

RAPPELLENT également que le Conseil de Sécurité des Nations Unies a déclaré que la création d'une Assemblée constituante ou la tenue de quelque élection que ce soit au Jammu et Cachemire par le gouvernement indien ne pourraient constituer un substitut à un référendum loyal et impartial décidé par le Conseil de Sécurité pour déterminer la volonté du peuple du Cachemire.

EXPRIMENT leur vive préoccupation face au déploiement, par l'Inde, de renforts de troupes et de tout un appareil de répression destiné à terroriser et à soumettre le peuple du Jammu et Cachemire.

SE DECLARENT alarmés par la campagne intensive de répression, d'intimidation et de persécution lancée contre les dirigeants du mouvement All Parties Hurriyet conférence afin d'étouffer leur opposition aux élections imposées et au processus politique frauduleux.

CONDAMNENT le recours par l'Inde aux renégats et aux mercenaires pour harceler, persécuter et intimider le peuple cachemiri.

EXPRIMENT leur profonde inquiétude devant l'augmentation alarmante des cas de violation de la Ligne du Contrôle (LOC) par les forces armées indiennes, violations devenues un fait banal le long de cette ligne.

EXPRIMENT également leur profonde inquiétude devant les actes de terrorisme perpétrés par delà la Ligne de Contrôle (LOC), commandités par le gouvernement indien et ses agents en Azad Jammu et Cachemire, et qui ont fait un grand nombre de victimes innocentes parmi les populations civiles.

DECIDENT que le peuple du Jammu et Cachemire poursuivra son just et légitime combat pour la liberté et la réalisation de son droit à l'autodétermination.

SE FELICITENT de l'appel lancé par la communauté internationale au Pakistan et à l'Inde en vue de s'attaquer à la véritable cause de la tension et des hostilités dans la région, à travers un règlement équitable du conflit du Jammu et Cachemire.

APPUIENT les efforts du gouvernement du Pakistan en vue de trouver une issue pacifique à la question du Cachemire par tous les moyens disponibles.

APPELLENT le groupe de contact de l'OCI sur le Jammu et Cachemire à :

- i) faire pression sur le gouvernement indien pour qu'il mette campagne fin à sa campagne de répression et remette immédiatement en liberté tous les détenus cachemiris.
- ii) faire également pression sur le gouvernement de l'Inde pour qu'il s'abstienne de faire monter la tension au Jammu et Cachemire et entre l'Inde et le Pakistan en cherchant à imposer un processus politique falsifié et rappeler au gouvernement de l'Inde que dans les résolutions 91 (1951) et 122 (1957), le Conseil de sécurité des Nations Unies a, sans ambiguïté, affirmé "que toute action entreprise par le gouvernement de l'Inde ou action à entreprendre pour redéfinir le statut ou l'appartenance du Jammu et Cachemire ne pourrait tenir lieu de règlement définitif de la question.
- iii) demander à l'Organisation de la Conférence Islamique de renouveler au gouvernement de l'Inde son offre d'envoi d'une commission d'enquête et d'une mission de bons offices au Jammu et Cachemire.
- iv) exhorter les Nations Unies à organiser sans délai un plébiscite populaire au Jammu et Cachemire conformément aux résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

- v) demander au Secrétaire Général des Nations Unies d'initier un processus de médiation par la tenue d'un référendum au Jammu et Cachemire conformément aux résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies.
- vi) exhorter le Conseil de Sécurité des Nations Unies à demander à l'Inde de retirer son armée d'occupation du Jammu et Cachemire et de respecter ses engagements juridiques à l'égard du peuple cachemiri conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies.
- vii) demander au Secrétaire Général de l'OCI de nommer un représentant spécial pour le Jammu et Cachemire.
- viii) exhorter également la communauté internationale à exercer une pression sur l'Inde pour que toutes les facilités soient accordées aux organisations internationales de droits de l'homme de visiter le Jammu et Cachemire et qu'il soit immédiatement mis fin aux violations massives des droits fondamentaux du peuple cachemiri.
- ix) encourager le gouvernement du Pakistan à poursuivre ses efforts pour un règlement pacifique du problème du Cachemire par tous les voies et moyens possibles, y compris le dialogue substantiel et significatif dans le respect des sentiments du peuple cachemiri.

LANCENT un appel à tous les peuples et nations épris de paix, pour assister le peuple du Jammu et Cachemire dans la lutte qu'il mène pour son droit à l'autodétermination tel que promis dans les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Annexe VI

DECLARATION SUR LE JAMMU ET CACHEMIRE

La réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de la Conférence Islamique, tenue aux Nations Unies à New York le 1er Octobre 1998;

Rappelant toutes les résolutions de l'OCI et celles du Conseil de Sécurité concernant le Jammu et Cachemire;

Gravement préoccupé par l'intensification de la répression et les violations continues des droits fondamentaux du peuple cachemiri, y compris la négation de son droit inaliénable à l'autodétermination;

Profondément préoccupée par les tensions le long de la ligne de contrôle au Cachemire, devenu maintenant un point chaud de déflagration nucléaire;

Prenant note du mémorandum présenté par les représentants authentiques du peuple cachemiri;

Prenant également note du rapport du groupe de contact de l'OCI sur le Jammu et Cachemiri,

- 1- **REAFFIRME** toutes les résolutions du Sommet et des ministres des Affaires étrangères de l'OCI sur le conflit du Jammu et Cachemire.
- 2- **APPELLE** à un règlement pacifique de la question de Jammu et Cachemire conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU.
- 3- **EXHORTE** la communauté internationale à prendre des mesures efficaces en vue de sauvegarder les droits des cachemiris, y compris leur droit à l'autodétermination et souligne l'importance d'un engagement international soutenu en faveur d'une solution juste et pacifique du conflit.
- 4- **SOUTIENT** les efforts actuellement déployés par le gouvernement du Pakistan en vue de se réunir lors des sessions de l'Assemblée Générale des Nations Unies, de la Commission des droits de l'homme de l'ONU et des réunions ministérielles de l'Organisation de la Conférence Islamique.
- 5- **DECIDE** que le groupe de contact de l'OCI sur le Jammu et Cachemire continue de se réunir lors des sessions de l'Assemblée Générale des Nations Unies, de la Commission de l'ONU pour les droits de l'homme et des réunions ministérielles de l'Organisation de la Conférence Islamique.

Annexe VII

RAPPORT DU COMITE AD HOC DE L'OCI
SUR L'AFGHANISTAN
TENUE LE 8 JOUMADA AL-THANI 1419-H
(28 SEPTEMBRE 1998)
A LA REUNION ANNUELLE DE
COORDINATION DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DES
ETATS MEMBRES DE L'O.C.I.
SIEGE DES NATIONS UNIES, NEW YORK
1998

- I. Le Comité Ad Hoc de l'OCI sur l'Afghanistan s'est réuni le 8 Jomada Al-Thani 1419-H (28 Septembre 1998) au siège des Nations Unies à New York, pour examiner la situation en Afghanistan.
- II. La réunion a été présidée par Son Excellence Dr. Azeddine Laraki, Secrétaire Général de l'OCI. Leurs Excellences, les Ministres des Affaires Etrangères de la République Islamique du Pakistan et de la République tunisienne ainsi que les représentants de la République de Guinée et de la République Islamique d'Iran, y ont pris part.
- III. Le Comité a exprimé sa profonde inquiétude face à la poursuite du conflit armé en Afghanistan et au fait que les efforts déployés dans le but de promouvoir la paix et la réconciliation nationale dans ce pays n'ont pas encore abouti à des résultats positifs et que la poursuite des combats a engendré d'immenses pertes en vies humaines et causé des dégâts considérables à travers le pays.
- IV. Après avoir discuté des différents aspects de la question afghane, le Comité est parvenu aux recommandations ci-après :
 1. Exhorter les diverses parties afghanes à renoncer à l'usage de la force et à oeuvrer sans délai pour parvenir à un règlement qui puisse réaliser la réconciliation nationale dans la paix et la stabilité dans le pays car la crise en Afghanistan ne saurait être résolue par la voie militaire.
 2. Réaffirmer la nécessité de préserver l'unité, l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan et de respecter le patrimoine de ce pays multi-culturel et multi-ethnique.
 3. Souligner la nécessité de mettre fin à toutes les ingérences extérieures dans les affaires de l'Afghanistan et de mettre fin sans délais à la fourniture d'armes et de munitions à toutes les parties au conflit.

- 4. Réaffirmer l'engagement de l'OCI à promouvoir la paix et la réconciliation nationale en Afghanistan et appeler les dirigeants de toutes les parties afghanes à répondre positivement à l'appel du Secrétaire Général demandant de mettre immédiatement fin aux hostilités et d'engager un dialogue entre ces parties pour discuter de l'ensemble des questions relatives à l'instauration de la paix et de la sécurité, y compris la formation d'un gouvernement élargi qui soit représentatif de tout le peuple afghan et qui puisse faciliter le retour des réfugiés et des personnes déplacées dans leur pays.**
- 5. Renforcer la coopération entre l'OCI et les Nations Unies dans le but de parvenir à un règlement politique pacifique en Afghanistan et se féliciter de l'appel adressé par la Commission des 6+2, lors de sa réunion le 21 Septembre 1998, au Secrétariat Général de l'OCI pour une action commune des deux Organisations dans la région, en vue d'atténuer la tension qui prévaut actuellement et de promouvoir un règlement pacifique.**
- 6. Condamner le massacre des diplomates iraniens, demander l'identification et la punition des responsables de ce crime et rechercher les personnes portées disparues.**
- 7. Exhorter la communauté internationale à accélérer l'acheminement des secours au peuple afghan qui a souffert des affres de la guerre et des calamités naturelles qui ont provoqué une forte pénurie de médicaments et d'autres produits de première nécessité.**
- V. Le Comité soumet le présent rapport à la réunion annuelle de coordination des Ministres des Affaires Etrangères des Etats membres de l'OCI pour décision appropriée.**

Annexe VIII

**RAPPORT DE LA REUNION
DU GROUPE DE CONTACT DE L'OCI
SUR LA REFORME DES NATIONS UNIES ET
L'ELARGISSEMENT DU CONSEIL DE SECURITE,
TENUE LE 9 JOUMADA AL-THANI 1419-H
(29 SEPTEMBRE 1998)
A LA REUNION ANNUELLE DE COORDINATION
DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES
DES ETATS MEMBRES DE L'OCI
SIERGE DES NATIONS UNIES -NEW YORK
(1998)**

- I- Le Groupe de contact à participation libre de l'OCI sur la réforme de l'ONU et l'élargissement du Conseil de Sécurité, s'est réuni le 9 Jomada Al Thani 1419-H (29 Septembre 1998) au siège des Nations Unies à Nations Unies à New York.
- II- La réunion a été présidée par Son Excellence M. Abdulrahman Bin Hamad Attieh, Vice-Ministre des Affaires Etrangères de l'Etat de Qatar qui préside la 25ème session de la Conférence Islamique des Ministres des Affaires Etrangères.
- III- Les représentants des Etats suivants ont assisté à la réunion Indonésie, Iran, Pakistan, Bahrain, Bangladesh, Turquie, Turkmenistan, Algérie, Sénégal, Soudan, Irak, Qatar, Koweït, Niger, Libye, Malaisie, Egypt, Maroc, Mauritanie, et Yemen ainsi que le Secrétaire Général de l'Organisation.
- IV- Le Groupe de contact a examiné la question de la réforme de l'ONU et de l'élargissement du Conseil de Sécurité sur la base de la résolution No 40/8-P(IS) adoptée à ce sujet par la 8ème session de la Conférence Islamique au Sommet tenue à Téhéran (décembre 1997) et à la lumière des documents et communiqués adoptés récemment par la 34ème session de la Conférence au Sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine, tenue à Ouagadougou, Burkina Faso (8-10-1998) et la 12ème session du Sommet du mouvement des Non-Alignés, tenue à Durban en Afrique du Sud (3 septembre 1998).
- V- Le Groupe de contact est parvenu aux recommandations ci-après :

- 1) Demander que toute résolution impliquant un amendement de la Charte des Nations Unies soit adoptée à la majorité des deux tiers des membres, conformément à l'article 108 de la Charte.
- 2) Tenir, à New York, des réunions régulières du Groupe de contact au niveau des représentants permanents des Etats membres auprès de l'ONU, en vue d'approfondir l'examen de la question et de coordonner les positions des Etats membres pour parvenir à un consensus à ce sujet.
- 3) Charger le Président en exercice de la Conférence Islamique du ministre des Affaires Etrangères, de convoquer des réunions du Groupe de contact à New York, en coordination avec le représentant permanent de l'OIC auprès de l'ONU et d'élaborer un calendrier pour ses réunions.
- 4) Soumettre le projet de "déclaration sur la réforme de l'ONU et l'élargissement du Conseil de Sécurité" à la réunion de coordination des ministres des Affaires Etrangères des Etats membres pour décision appropriée.

VI- Le Groupe de contact soumet le présent rapport à la réunion annuelle de coordination des Ministres des Affaires Etrangères des Etats membres pour examen et décision appropriée.

Annexe IX

**DECLARATION SUR LA REFORME DE L'ONU
ET L'ELARGISSEMENT DU CONSEIL DE SECURITE**

Nous, Ministres des Affaires Etrangères des Etats membres de l'Organisation de la Conférence Islamique, réunis au siège des Nations Unies à New York, le 1er Octobre 1998,

AFFIRMANT l'importance du processus en cours de réforme des Nations Unies, y compris celle du Conseil de Sécurité;

RECONNAISSANT que toute réforme des Nations Unies, y compris celle du Conseil de Sécurité, doit se faire, conformément aux dispositions de la Charte de l'ONU;

REITERANT la nécessité de réformer et de démocratiser le Conseil de Sécurité pour qu'il reflète les réalités politiques internationales actuelles et réponde au besoin de renforcer la représentation des pays en développement et d'améliorer les méthodes de travail et les procédures du Conseil en vue d'assurer une plus grande transparence du processus de prise de décision;

REAFFIRMANT que tout processus de réforme et d'élargissement du Conseil de Sécurité doit se faire conformément aux principes de la répartition géographique équitable et de l'égalité souveraine des Etats;

RAPPELANT la résolution No 40/8-P(IS) sur la réforme de l'ONU et l'élargissement du Conseil de Sécurité, adoptée par la 8ème session de la Conférence Islamique au Sommet, tenue en Décembre 1997 à Téhéran et la déclaration déjà adoptée par la réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires Etrangères des Etats membres de l'Organisation de la Conférence Islamique, tenue le 2 Octobre 1997 à New York;

RAPPELANT également les paragraphes 64 à 75 du communiqué final adopté le 3 Septembre 1998 par la 12ème Conférence au Sommet du Mouvement des Non-Alignés tenue à Durban, les Paragraphes relatifs à la réforme du Conseil de Sécurité et contenus dans la déclaration adoptée par la 34ème session du

sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine, tenue du 8 au 10 Juin 1998 à Ouagadougou et le document de travail présenté par le Groupe Arabe et adopté par les Ministres arabes des Affaires Etrangères, le 29 Septembre 1997 à New York :

- 1) Affirmons que les Etats membres ont un intérêt direct et vital dans la détermination des résultats de la réforme de l'ONU et de l'élargissement du Conseil de Sécurité.
 - 2) Demandons que toute résolution impliquant un amendement de la charte soit adoptée à la majorité des deux tiers des membres des Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 108 de la Charte.
 - 3) Réitérons la disponibilité des Etats membres à contribuer de façon efficace et constructive aux discussions portant sur la réforme et l'élargissement du Conseil de Sécurité et ce, sur la base des déclarations et communiqués susmentionnés.
 - 4) Réaffirmons que le Groupe de Contact à participation libre de l'OCI sur la réforme des Nations Unies et l'élargissement du Conseil de Sécurité est chargé de procéder régulièrement à des échanges de vues et à une coordination des efforts au niveau du siège des Nations Unies à New York, en vue de protéger les intérêts des Etats membres et de permettre à ces Etats d'apporter leur contribution nécessaire au processus de réforme des Nations Unies et d'élargissement du Conseil de Sécurité.
-